

Plaife à Mefieurs, en iugeant le procès

d'entre maiftre Yues Fyot Prieur du Pertre, defendeur en requette
ciuile.

Contremaiftre Isaac Lartigue, de confiderer.



VE le point de droict a esté iugé par deux arrefts du Conseil au profit dudit Fyot: l'un par lequel il a esté definitiuement maintenu contre monsieur le Cardinal de Sourdis en l'an 1606. l'autre par lequel on a receu Lartigue à verifiser ses moyens de faux, demeurât la poffeffiõ audit Fyot.

Que le *retentũ* fait lors du dernier arrest interlocutoire est du tout à l'auantage & en la faueur dudit Fyot poffeffeur, & ne s'en peut Lartigue preualoir, il fut arresté afin qu'on ne tirast à consequẽce ce qui touchoit le faict allegué par Lartigue, contre le droict de Fyot.

Il est donc iugé dès l'an 606. & la requette ciuile n'auroit esté receuë sur vn point de droict cõme estoit celuy-là iugé par les mesmes iuges: Aussi n'a ladite requette ciuile autre subsistãce ny fondemẽt que le pretẽdu faux, *super falsis indicatũ*, dit Lartigue.

Il n'y a donc plus autre questiõ au procès que sçauoir si les pieces sont faulles ou nõ, le Conseil ne voulant pendant ceste question faire prejudice audit Fyot, l'a voulu esmoigner par cest arresté, *Nimirum*, parce que orẽs que les actes des 8. & 15. Iuin 97. fussent aussi faux cõme ils sont veritables, le droict de Fyot n'en seroit en rien diminué, & seroit tousiours esgal, & n'en gaigneroit pas moins la cause.

Mais le Conseil n'a pas voulu laisser ce faux impuny: il a voulu engager Lartigue à verifiser ce qu'il mettoit en auant pour le punir comme calomniateur s'il ne le prouue, ou pour punir les aurheurs & fabricateurs du faux, s'il y en a, sans prejudice du droict, de Fyot, en la complainte, comme ces actes ne concernans en rien le droict de Fyot comme il n'y a rien de son faict.

Lartigue pour moyens de son pretendu droict dit, que par l'arrest donné au Conseil au profit de maiftre Denys le Blanc, Chanoine de Paris, les resignations gardees trois ans sans changer de poffeffeur, ont esté reprouuees. Ceste these en soy est tres-veritable, mais y apportant les consideratiõs prises des circonstances diuerfes, elle se chãge.

Primum quarendum, si Lartigue est receuable à l'alleguer, puis que son authẽur, monsieur le Cardinal de Sourdis, est pourueu en vertu de procuratiõ nulle & surannee. Ce vice de surannation a lieu en tous actes, & plus encores en matiere Beneficiale qu'en autre, par l'Ordonnance, au tiltre de la reformation des prouisiõs, art. 10. Et la doctrine de Rebuffe sur la reigle de *verisimili notitia*, glose 8. Et au tiltre de *procuratoris ad resignandum constitutiõne num. 18.* Or la procuratiõ de monsieur le Cardinal de Giury pour resigner est demeuree sans effect 18. mois entiers, & *sic ipso iure* reuocquee & nulle par l'Ordonnance: Aussi a-il mesprisẽ ce pretendu droict, *habuit pro derelicto*, & en six ans qu'il l'a tenu il n'en a fait estat, non pas mesmes pendant le procès qu'on faisoit sous son nom. Ainsi ledit sieur Cardinal de Giury est encores titulaire n'ayant point resigné, la procuratiõ estant surannee, & *ipso iure post annum* reuocquee, & *sic* Lartigue n'est receuable en ce procès, sinon pour faire punir le faux, cõme denunciateur.

Il dit que Mestayer ayant resigné au mois de Ianuier 1594. il n'appert d'aucun acte poffeffoire de son successeur iusques au mois de Feurier 1597. qui sont 3. ans vn mois apres: & partant que la resignatiõ faicte à du Bosq *emanauit* par la disposition de cest arrest.

Mais il ne considere pas que cest arrest *nouum ius constituit*, deinceps seruandum: c'est l'establissement d'une loy nouuelle *qua futuris negotiis prospicit non prateritis*. Ceste resignatiõ du Mestayer à du Bosq est faicte neuf ou dix ans deuant ceste loy, elle ne peut



2
donc tomber sous la censure de la loy.

Atqui les arrestz ne sont pas loix, dira-il, les arrestz *præterita moderantur*, & en cela ils different des loix qui ont lieu à l'aduenir. *Verum est*. Mais on ne niera point qu'au parauant cest arrest *usus fori is erat* practiqué en toutes les iustices de France, enseigné par les plus celebres personages qui ayent traitté des matieres Beneficiales, auctorisez par infinies belles constitutions du droit ciuil & Canoniques: Qu'il n'y auoit aucun temps prescript & limité pour prendre possession, il suffisoit, *quocumque & quomodocumque modo uiuente resignante*. Cest arrest est venu depuis, qui a changé cest vsage, & *legem dedit futuris actionibus*.

Ceseroit iniustice de faire porter la peine à vn qui n'auroit en rien contreuenue au droit & vsage commun, & à la pratique receüe.

Mais quand on voudra demeurer en cest arrest, ne s'effloignant point des termes du droit, il a esté veu au procès, & iugé que du Bosq a fait tout ce que le plus diligent & exact eust peu faire.

Il est certain & *iuris est*, qu'aux actions qui prennent fin par le téps, il y a des exceptions attachees qui prolongent le temps ordonné, comme la guerre, la peste, & autres empeschemens qui ne sont en nostre puissance, & particulieremēt en ces reigles de *publicandis, de triennali possessore, de annali possessore, de ducitur tempus hostilitatis, bellorum, famis, pestis*. C'est la doctrine du docte Rebuffe, au traitté de *pacificis possessor. num. 301.* & autres suiuians. Laquelle opinion confirmee par infinies auctoritez, & suiuite au iugemēt des procès, *Non enim est obijcienda præscriptio temporis, ubi necessitas est hostilitatis*, au Canon 1. *Concilij Hispanensis 2.*

Or Mestayer resigne au temps le plus troublé qui ait esté en Frâce depuis qu'elle est France, & en vn pays le plus affligé qui fust lors, sçauoir en Bretagne, & en l'an 94. Ceste procuratio enuoyee à Rome *difficillimis temporibus* ne peut estre rapportee en Frâce que quinze ou seize mois apres, obstant les guerres. Ce temps donc doit estre deduit du temps de l'arrest de maistre Denys le Blanc.

Si tost que la resignation est arriuee, que du Bosq en a cognoissance, il prend son *visa* de l'Euesque de Rennes en l'an 995. luy present en personne: C'estoit priuer son resignant de tout droit. Nous voilà donc hors des termes de l'arrest, qui a lieu seulement quand apres la resignation on demeure trois ans sans qu'il paroisse aucun changement de droit ou de fait. Or voilà le resignat priué du droit qu'il auoit: si depuis il a fait quelque acte possessoire de fait, *prædo est*, c'est vsurpation.

Du Bosq demeure quelque temps sans se presenter, *nimirum*, parce qu'il n'y auoit seurete pour luy & pour tous ceux qui s'y fussent trouuez. Ce pays, & particulieremēt ce Benefice, estoient exposez au pillage. Les Gentilshommes nommez au procès, & aux pieces de monsieur le Cardinal de Giury en iouyssoient de force, *mera latrocinia*, *frustra*, on eust opposé vn Breuiare à vn coustelas.

Testantur id, les actes du sieur Cardinal de Giury, qui de grande auctorité, comme il est de grande maison, allié de plusieurs, qui les armes à la main, pouuoient l'assister contre la violence de ces vsurpateurs, n'osa neantmoins, bien que la paix feust ja plainement establee en Autil, 98. Le Roy victorieux estant en la ville de Rennes, où apres se presenter pour prendre possession, ains se contenta *aspicere pinaculum*, & se monstrier au cimetiere.

Si ledit sieur Cardinal en plaine paix n'a peu prendre possession réelle en l'an 98. comment veult-on que du Bosq n'ayant c'est appuy n'y telle auctorité, l'air peu faite en l'an 95. Atqui, Il a peu faire à Rennes, ce qu'il a pratiqué au mois de Iuillet 97. Cela est vray: Mais attendant vn temps plus calme pour aller sur les lieux il s'est retenu, & a plus fait. En l'an 96. ils s'est presenté, & n'a ozé passer outre: En fin s'estant derechef au mois de Feurier 97. presenté, Et voyant encore le refus qu'on luy faisoit, il en retira l'acte authentique, signé de personnes qualifiées & signalées, produire au procès, *Quid potuit amplius præstare*, pour faire cognoistre qu'il ne mesprisoit son droit & qu'il

vouloit depousseder son resignant: Et de demander preuue d'une iouissance actuelle il confesse que ces Gentils-hommes l'en empeschoient, ainsi nous sommes hors des termes de cest arrest.

Imo, lors du commencement de ce proces, Fyot comptant la possession de ses auteurs Mestayer, du Bosq Iolinet & Chappeller, suyuant la Loy de *accessionibus*, ff. de *perpetuis. & tempor. prescript. l. id tempus*, ff. de *usucapion*. Et du Moulin sur la reigle. *De annali possessore num.* 117. Estoit en possession deux fois, & trois fois triennale voire deslors del'arrest de retention qui fut eselos sur le bureau, sans estre produit ny allegué, mais deuiné.

Mais, ce disent les Agens de Lartigue, l'arrest obtenu par Fyot contre Monsieur le Cardinal de Sourdis a esté iugé sur les lettres de paisibles possesseurs, obtenues par Fyot, & non sur la question de droict. Ceste triennale possession paisible s'est depuis trouuee interrompue, & partant il faut de nouueau faire iuger la question de droict.

Fyot ne seueut à present informer par quel moyen ceste interruption fut alleguee & prouuee. Le Conseil s'en souuiendra s'il luy plaist, Mais il dit que ceste objection est ridicule de dire, Fyot n'estoit pas triennal possesseur paisible. *Ergo*. Il n'estoit point possesseur, est-ce pas, *Eucum facere iudicibus*. Le Conseil qui iuge si exactement le possesioire des benefices, eust-il adiugé vn benefice à celuy qu'il eust veu n'estre point du tout possesseur. Car il n'y auoit autre question disputee lors, que la possession de du Bosq. Et bien que depuis il ait esté iugé qu'il n'auoit pas trois ans de possession paisible. Ce n'est pas à dire qu'il n'eust point de possession du tout. *Alioquin*, il eust perdu son proces. Or il n'en auoit point d'autre que celle qu'il a maintenu, elle est donc confirmee.

Lartigue qui fonde son droict sur des Almanachs les produisit dès l'an 606. Et nonobstant ce, le Conseil iugeant prudemment que l'equiuoque d'un datte n'estoit considerable pour faire perdre le droict audit Fyot, le maintint, arrest qui a iugé tous les poincts de droict.

Aussi a-il prins subject de plaider sur vn fait, sur le contredict des desesperez, sur vne inscription en faux, que le conseil a receuë, sans preiudicier au droict de Fyot: Autrement si le Conseil eust trouué le droict de Lartigue apparët sur ladicte inscription, il l'eust maintenu puremët & simplement. Mais iugeant que sans ce faux il n'auoit aucun droict. Il a voulu veoir si seroit calomniateur, comme il sera: Et se reseruer, neantmoins de iuger, voyant la preuue de faux, si Fyot en estoit coulpable, & si ces pieces arguees de faux, changeoient en rien son droict.

Ce que Lartigue preuoyant, & sçachât bien a bädé toutes ses machines, employé toute l'industrie qu'il a, qui n'est pas petite *In eo genere probationis*. employé tous les agens, Audouin Beler, Hoisnard & son Commissaire, pour par faulcetez, violences, subornations, menaces & intimidations prouuer son faux. Et espere Fyot, qu'il ne se trouuera en fin, rien plus faux que les moyens de faux. Et pour commencer à le monstrier il a esté contraint appeller de la procedure du Commissaire.

Le Conseil considerera donc s'il luy plaist, sur l'appel.

Que la procedure de Lartigue en execution de cet Arrest est entierement vicieuse & nulle faite par son intime amy venu exprez en cesteville, à la sollicitation de ce proces, où il a esté ordinaire à boire & manger chez luy, qui l'a employé comme son amy pour le tirer d'un proces qu'il auoit cõtre les Religieux de la Roe, qui l'accusoient d'auoir mal pris la bourse d'aucun d'entr'eux.

Que Lartigue est grand ouurier de faussetez & subornation de tesmoins, comme la lettre produicte au proces, recogneuë par defaut fait foy: C'est pourquoy Fyot redoute ceste procedure, *in eodem genere mali*.

Que ce Commissaire n'estoit competent pour executer vn Arrest, luy qui est seule-

ment Commissaire aux Requestes du Palais, qu'au lieu de loger en lieu neutre, a executé la Commission chez Audouin sollicitateur de Lartigue en ce procez, fabricant de ses tesmoins : aucuns desquels peu auparaant il auoit menez en l'Abbaye de la Roe, où ils auoient ensemble concerté ce qu'il deuoient dire.

Que Audouin a par toute sorte de corruption surpris la facilité des tesmoins, fauorisé par l'inclination du Commissaire, à faire plaisir à Lartigue, qu'il n'y a apparence que les tesmoins instrumentaires eussent voulu déposer contre l'acte par eux signé, s'ils n'y eussent esté inuitez par presens ou contraincts par force. *Nimis indignum indicamus quod sua quisque voce dilucide est protestatus, id in eundem casum infirmare proprioque testimonio resistere.*

Qu'en matiere de variations de tesmoins *statut prima depositioni*, cômme plus certaine & exempte de tout mauuais soupçon, les iuiuâtes ne sont qu'inductes & contrainctes non volontaires, l'acte tient lieu de la premiere deposition, confirmé encores par vne autre declaration : Ce qu'on leur a faict dire au contraire ne peut auoir lieu. *Actus ita interpretandi ut valeant magis quam ut pereant.* Qu'il y a plusieurs declarations au procez qu'elles confirment.

S'il plaist au Conseil examiner la deposition d'Audouin (que le Commissaire a ouy, *malo more*, le voyant sollicitateur de la partie) Fyots s'assure tant en la force de la verité non qu'il le vueille rendre croyable sinon en ce que *se se indicio suo prodit ut forex*, qu'il y recognoistra la subornation toute claire, & ses pratiques pour les faire desdire.

Que si le Commissaire eust voulu ayder à la verité, il les deuoit retenir prisonniers, & les pieces qu'aucuns d'eux luy représenterent pour preuue de la subornation : mais il se contentoit de seruir son amy selon sa passion.

Que ce Commissaire lors que les tesmoins assignez pardeuant luy à la requeste de Lartigue, deposoient de la verité de l'acte, ne vouloit rediger par escrit leur deposition, c'est vn trop euident tesmoignage de son affection. Les iuges doiuent estre neutres autant pour l'un que pour l'autre des parties.

Que ce Commissaire sans charge ny commission a interrogé M. Iean Malescot, *imo* contre la teneur de l'Arrest qui n'auoit desiré de luy que la representation de la minute de l'acte du 6. Feurier 1597.

Qu'il a ouy plusieurs tesmoins chez Audouin, & à Rennes sur faicts ciuils non contestez, & qui ne le pouuoient estre contre la teneur des actes, & qui ne pouuoient estre receus pour moyens de faux.

Que c'est le subject de l'appel de Fyot, de ce que contre le poinct de droit iugé par l'arrest, on a voulu à la sordine informer d'un faict contraire, à ce qui a esté iugé & confirmé, & faire deposer des tesmoins sur faicts non contestez ny receuables, & à l'on faict escrire choses qu'ils ne dirent iamais: dont depuis aucuns d'eux se sont plaincts.

Que par l'arrest du Parlement de Paris, confirmatif d'une sentence d'Angers a esté faict deffense à Hoisnard Sergent, de faire aucuns exploits pour Lartigue: Par ce que la Cour a cogneu que Hoisnard ne trouuoit rien difficile pour Lartigue. Bien que ce feust chose esloignée de toute verité. Et qu'il ne faut point à Lartigue pour agens de ses passions de gens de bien.

Que par la procedure du Commissaire, il ne se trouue aucun plus employé par Lartigue, que Audouin, & Hoisnard ses collateraux & inthimes à *Consilijs illius*. Que si on luy osté telles gens, & qu'on luy face deffenses des'en seruir, il se trouuera entierement denué de verité & ses faulctez descouuertes.

Ces moyens sont plus que suffisants pour faire declarer Lartigue non receuable en sa Requeste ciuile, & mal fondée en son inscription en faux, n'y ayant rien de faux au procès que la procedure, & de son Commissaire, qui fera s'il plaist au Conseil reiectee comme nulle.

de Courron
Monsieur ~~Bottin~~ Rapporteur.

